

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

44/2-3 | 2003

**Les pratiques administratives en Union soviétique,
1920-1960**

Une diplomatie plébéienne ?

Profils et compétences des diplomates soviétiques 1936-1945

Sabine Dullin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8617>

DOI : 10.4000/monderusse.8617

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 437-464

ISBN : 2-7132-1813-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Sabine Dullin, « Une diplomatie plébéienne ? », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 44/2-3 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2007, Consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8617> ; DOI : 10.4000/monderusse.8617

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_442&ID_ARTICLE=CMR_442_0437

Une diplomatie plébéienne ? Profils et compétences des diplomates soviétiques 1936-1945

par Sabine DULLIN

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2003/2-3 Vol 44

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713218136 | pages 437 à 464

Pour citer cet article :

– DULLIN S., Une diplomatie plébéienne ?. Profils et compétences des diplomates soviétiques 1936-1945, *Cahiers du monde russe* 2003/2, Vol 44, p. 437-464.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SABINE DULLIN

UNE DIPLOMATIE PLÉBÉIENNE ?

Profils et compétences des diplomates soviétiques 1936-1945

Le commissariat du peuple aux Affaires étrangères (NKID)*, qui se reforma à la suite de la révolution, fait partie des administrations qui durent renouveler très largement leur personnel. Hormis le maintien en poste d'un petit groupe de juristes qui avait travaillé au ministère des Affaires étrangères (MID) à l'époque tsariste et constitua durant l'entre-deux-guerres la mémoire vive du ministère et si l'on excepte le choix de Čičerin comme commissaire du peuple¹, il s'agissait de néophytes.

Anciens opposants au tsarisme ou jeunes recrues aux lendemains de la guerre civile, les nouveaux diplomates n'étaient pourtant pas des promus issus des classes populaires. Ils appartenaient pour la plupart, si l'on tient compte de leur bagage social et culturel, à la catégorie de ceux qu'on dénommait à l'époque les « spécialistes », que ceux-ci soient militants ou apolitiques, qu'ils aient été formés pour les plus anciens dans les universités européennes ou pour les plus jeunes dans les universités soviétiques au cours des années 1920².

Peu affectée par l'« ouvriérisation » des années 1928-1931, l'administration des Affaires étrangères figure au milieu des années 1930 comme un des réservoirs de la compétence³. Le formulaire à remplir lorsqu'on entrait dans la diplomatie au début

* On trouvera une liste des abréviations à la fin de l'article.

1. D'une famille d'aristocrates, il fut nommé en 1918 commissaire du peuple aux Affaires étrangères à son retour d'exil de Londres. Menchevik, secondé par le bolchevik Litvinov, il avait été choisi par Lenin car il était diplomate de formation et de métier.

2. Sur ces aspects, voir Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001, chap. 2.

3. Sur la notion de compétence et ses différents modes d'assignation, voir Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, chap. 8. Voir aussi l'introduction stimulante de Claude Penner et Bernard Pudal, « La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers communiste », in *Autobiographies, autocratiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, en particulier les p. 21-24.

des années 1920 évaluait celle-ci par une série de questions portant sur la formation (nature et volume des enseignements suivis, raisons d'un éventuel inachèvement), sur la connaissance des langues étrangères, le nombre de séjours à l'étranger et l'expérience professionnelle en matière de pays étrangers (ce qui favorisait bien sûr les retours d'exil). Cette compétence, fondée sur le savoir, mais aussi l'expérience, était par ailleurs souvent validée par une lettre de recommandation de la part d'un cadre travaillant déjà au NKID⁴. La « distinction » linguistique resta un critère essentiel de recrutement pendant l'entre-deux-guerres. Jugés nécessaires par la direction du parti, ces critères d'évaluation de la compétence s'accompagnaient cependant d'une méfiance idéologique et politique à l'égard de ceux qui en étaient les porteurs⁵. La connaissance des langues en particulier était au milieu des années 1930 un marquage social et politique handicapant tout en étant un atout professionnel. Elle signifiait en effet le plus souvent une absence d'origine ouvrière ou elle était la trace lointaine d'années d'exil. Ces deux éléments étaient, dans le contexte stalinien, perçus comme des obstacles pour une loyauté politique sans failles.

Avec l'épuration du NKID au moment de la Grande Terreur, un deuxième renouvellement en profondeur du personnel diplomatique eut lieu. Comme dans le cas des militaires, on a gardé de la purge de l'appareil du *Narkomindel* l'idée d'un manque à gagner très fort de compétences. Le ministère des Affaires étrangères à la sortie de la « grande guerre patriotique » apparaît désormais comme un réservoir d'hommes loyaux dont la fidélité politique, assortie d'un niveau culturel limité, aurait inhibé toute capacité d'initiative. Bien des contemporains ont qualifié la diplomatie soviétique à la sortie de la guerre de « mauvaise diplomatie ». Citons Aleksandra Kollontaj, nostalgique de l'art diplomatique de l'équipe Litvinov dont elle avait fait partie :

Si, depuis la fin de la guerre, [...] nous avons mené une politique extérieure plus souple, « raisonnable », sans les efforts acharnés et maladroits des « juristes » pour compliquer les questions, nous aurions pu freiner [...] le processus d'hostilité et de réaction. L'objet de la diplomatie est précisément d'obtenir le maximum d'avantages pour son pays dans des circonstances défavorables. Depuis la fin 1945, notre diplomatie a suivi un autre chemin. L'ignorance de la psychologie des leaders des autres pays [...] voilà ce qui a suscité des difficultés inutiles là où elles auraient pu être évitées⁶.

Pour certains historiens également, la faible pertinence des analyses élaborées sur le monde extérieur et le manque d'aisance des nouveaux diplomates dans l'art de

4. Formulaire du Département des cadres du NKID, Archives de politique extérieure de la Fédération de Russie (*infra* AVPRF).

5. L'évaluation de Majskij, alors responsable du bureau de presse de l'ambassade soviétique à Londres, faite par l'*Orgraspred* du Comité central à l'été 1926 est significative : « Connaît très bien l'anglais. A des réseaux en Angleterre du fait de son ancienne activité menchevique. Il a vécu là-bas en son temps. Ces liens constituent son plus et en même temps son moins », dossier personnel de Majskij, Archives nationales de Russie d'histoire politique et sociale (*infra* RGASPI), 17/100/303474.

6. Arkadi Vaksberg, *Aleksandra Kollontaj*, Paris, Fayard, 1996, p. 463.

négociier ont été des éléments à part entière du processus de guerre froide qui s'est nourri de nombreux malentendus⁷.

S'il convient de relativiser la part dévolue aux diplomates du MID dans une politique extérieure qui était entièrement définie et conduite par le binôme Stalin-Molotov, il n'en reste pas moins vrai que les diplomates conservent un rôle d'information, d'expertise et d'exécution dont les chefs du Bureau politique ne pouvaient se passer. Même si ces diplomates étaient réduits au rôle d'« agents de transmission », selon les propres termes de Molotov⁸, la perception de la politique étrangère de l'URSS était dépendante de leur attitude, et la raideur idéologique de même que la méconnaissance de l'étranger pouvaient dès lors nuire considérablement à l'effet recherché par tel ou tel message en provenance du Kremlin.

L'analyse du profil des diplomates entrés au NKID entre 1936 et 1945 peut contribuer à éclairer cette question. Y a-t-il véritablement une rupture en termes de profil social et politique et de formation entre l'appareil diplomatique forgé par Čičerin et Litvinov au cours des années 1920 et 1930 et celui que réorganise Molotov ? Dans quelle mesure les critères de sélection de la direction du NKID et du Comité central et les méthodes de formation interne se modifient-ils ? Quelle sorte de compétence attend-t-on dorénavant des diplomates ?

Cette étude s'appuie sur le dépouillement non exhaustif de dossiers biographiques concernant les cadres diplomatiques entrés dans la carrière au cours de ces années⁹. Elle utilise par ailleurs les travaux déjà effectués sur la période antérieure¹⁰. Si l'administration des Affaires étrangères se prête assez bien, dans l'absolu, au travail prosopographique du fait d'un personnel relativement restreint en nombre, il reste que l'accès aux dossiers administratifs du Département des cadres du MID (organigrammes, listes du personnel, fiches biographiques) est fermé pour les années 1930. Par ailleurs, on ne dispose pas, contrairement à la période antérieure à 1936, de sources permettant de chiffrer précisément les effectifs du NKID, à un moment où la désorganisation de ses services est maximale. Cependant, le recours aux archives du parti communiste permet de compenser en partie cette fermeture. En effet, l'ensemble des cadres diplomatiques est géré par le système de la nomenklatura du Comité central. Toutes les activités concernant les relations avec le monde extérieur étaient jugées suffisamment sensibles pour que, dès les années 1920, elles dépendent directement du CC. En 1946, la nomenklatura gérait 1 169 postes concernant les relations étrangères (Affaires étrangères, Commerce extérieur...)¹¹. Sur ce nombre, les diplomates ne représentaient qu'une

7. Vladislav Zubok et Constantine Pleshakov parlent de « pauvre diplomatie », dans *Inside the Kremlin's Cold War: from Stalin to Khrushchev*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1996.

8. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Paris, Albin Michel, 1995, p.105.

9. J'ai eu accès à 114 dossiers de diplomates, grâce à l'aide de Larisa Malašenko, archiviste au RGASPI, que je remercie. Les pourcentages indiqués au cours de l'article ont été établis sur cette base. Ils ont une valeur indicative.

10. Pour les diplomates de la période Litvinov, voir S. Dullin, *op. cit.*

11. Cela représentait 2,7 % des postes gérés selon le système de la nomenklatura, voir l'article de Moshe Lewin, « Rebuilding the Soviet nomenklatura, 1945-1948 », dans ce numéro.

petite minorité : entre 1917 et 1946, soit pour une période de trente ans, environ 1 200 personnes occupèrent à un moment ou à un autre un poste de responsabilité au sein du NKID, ce qui est très peu. Les nominations de diplomates devaient être entérinées par l'*Orgbjuro-Sekretariat* et confirmées par le Bureau politique. Pour les plus hauts postes (représentants plénipotentiaires, conseillers), la procédure relevait le plus souvent du seul Bureau politique. Les formulaires d'inscription au parti ainsi que les documents biographiques annexes (autobiographie, lettres de recommandation, évaluations administratives) conservés par le Département des cadres dirigeants du CC, en lien avec le Département des cadres du NKID, ont pu ainsi être utilisés.

L'ampleur du renouvellement

En 1936, quatre cents personnes travaillaient entre le siège à Moscou et les représentations locales au sein de chaque république de l'Union soviétique et un peu moins de six cents étaient en poste à l'étranger¹². Si l'on prend le seul niveau des cadres dirigeants, on a moins de trois cents personnes avant les purges¹³. Au moins 34 % de ce personnel disparut au cours des purges et, pour les postes à haute responsabilité, le pourcentage est deux fois supérieur puisque 62 % furent victimes de l'épuration tandis que 16 % conservèrent leur poste et 14 % échappèrent aux purges soit par la défection soit par un décès antérieur (il reste un volant de 8 % dont le sort est indéterminé)¹⁴. Après l'étiage des années 1937-1939, les effectifs se rétablirent peu à peu. Il fallait accompagner en termes d'effectifs l'essor de l'influence diplomatique soviétique : entre 1941 et 1943, l'Union soviétique rétablit ses relations diplomatiques avec le Mexique, le Canada et l'Uruguay et ouvrit des ambassades en Afrique du Sud, en Hollande, à Cuba, en Australie, en Éthiopie et en Égypte. En 1944, la Nouvelle-Zélande, le Costa Rica, le Liban et la Syrie, le Chili et le Nicaragua étaient dotés d'ambassades. Par ailleurs, au siège, se développèrent des départements géographiques nouveaux¹⁵. L'impact en terme de croissance du personnel dirigeant

12. E. L. Magerovsky, *The People's Commissariat for Foreign Affairs*, Université de Columbia, 1975, manuscrit, vol. II, p. 397 ; lettre adressée à Staline, le 29 février 1936, RGASPI, 17/120/228.

13. *Annuaire diplomatique du commissariat du peuple aux Affaires étrangères*, Moscou, 1934. Cet effectif comprend, dans les services centraux à Moscou, les commissaires et leurs secrétaires, les responsables des différents services, leurs adjoints et leurs conseillers, ainsi que les délégués et les agents diplomatiques auprès des républiques fédérées et enfin, à l'étranger, les représentants plénipotentiaires, leurs conseillers, secrétaires et attachés d'ambassade, les consuls.

14. T. J. Uldricks, « The impact of the Great Purges on the People's Commissariat of Foreign Affairs », *Slavic Review*, juin 1977, p. 190.

15. Dès juin 1939, Molotov avait augmenté le nombre des départements du NKID organisés selon une logique géographique plus précise. La réforme dura jusqu'en 1941. On avait ainsi le Département européen dirigé par Bogomolov et s'occupant de l'Europe latine, le Département européen dirigé par Roščin qui s'occupait de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, le Département des Pays baltes dirigé par Vasjukov jusqu'en 1940, le Département des Pays scandinaves dirigé par Orlov, un Département d'Europe orientale dirigé par Lavrentev, un Départe-

semble toutefois encore peu perceptible pour la période de la guerre (on constate en revanche une inflation du personnel subalterne sans qu'il soit possible de l'évaluer). Pour les années 1940-1946, ont été recensés 157 diplomates ayant un poste de responsabilité dont 85 % avaient commencé leur carrière après 1936¹⁶. Par ailleurs, 159 diplomates sont entrés dans la diplomatie entre 1936 et 1945 et ont occupé, dès ces années-là ou plus tard, des postes suffisamment importants pour figurer dans le dictionnaire diplomatique¹⁷. Ces deux chiffres n'intègrent pas les nominations provisoires qui ont été un trait marquant de la période des purges et des années 1939-1941. Un indicateur quantitatif permet de saisir le *turn-over* des diplomates en période d'épuration et de renouvellement. Il s'agit de l'ensemble des nominations et des mutations internes examinées par le Comité central¹⁸.

En 1937-1938, les cas examinés sont au nombre de 84 (dont 31 cas traités au seul niveau du *Politbjuro*). Le phénomène de renouvellement et de promotion interne reste encore assez limité. Dans un premier temps, c'est en effet le processus de démantèlement de l'appareil diplomatique antérieur qui prédomine, conduisant à une situation de pénurie et un nombre très élevé de vacances de postes. Cette première grande vague d'arrestations, menée par Ežov et, au sein du *Narkomindel*, par Korženko, responsable du Département des cadres, fut contemporaine des procès publics de 1937-1938. Sokol'nikov, ancien représentant soviétique à Londres et ancien commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères, comparut lors du procès mettant en vedette Pjatakov et Radek et il fut condamné à 10 ans de prison. Krestinskij, également commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères, après avoir été plus de dix ans représentant de l'URSS à Berlin fut, quant à lui, l'un des accusés du procès de Buharin et Rakovskij en mars 1938 ; il fut fusillé en même temps que le commissaire du peuple au Commerce extérieur Rozengol'c. L'épuration du NKID commença véritablement dans le sillage de l'arrestation de Krestinskij, à partir de juin 1937 : les arrestations se multiplièrent au niveau des représentants plénipotentiaires mais aussi des cadres de l'appareil central¹⁹. Mais il y avait aussi tous ceux qui se retrouvaient sans poste sans pour autant être arrêtés dans l'immédiat. Potemkin, commissaire adjoint depuis 1937, ne savait plus où donner de la tête, demandant en février 1939 la

ment sur les Balkans dirigé par Gusev, un Département d'Europe centrale dirigé par Aleksandrov. Surtout, grande innovation, on avait désormais un Département américain dirigé par Gromyko et, un peu plus tard, un Département des Pays d'Amérique centrale et du Sud. Pour l'Orient, un Département s'occupait du Proche-Orient, un autre prit en charge le Moyen-Orient à partir de 1941 sous la direction de Kavtaradze et deux avaient pour terrain l'Extrême-Orient, le premier dirigé par Rezanov, le second par Carapkin.

16. E. L. Magerovsky, *op. cit.*, vol. 2, p. 345.

17. Dépouillement du *Diplomatičeskij slovar' (Dictionnaire diplomatique)*, Moscou, Nauka, 3 tomes, 1985-1986.

18. Procès-verbaux du *Politbjuro* (17/3), de l'*Orgbjuro* et du Secrétariat (17/114,116), RGASPI.

19. Les *polpredy* Karahan, Rozenberg, Arens, Antonov-Ovseenko, Asmus, Davtjan, Karskij, Jurenev, Gaĭkis, Tihmenev, Bekzadjan, Podolskij et Brodovskij furent arrêtés avant la fin de l'année 1937 tandis que Raskol'nikov s'enfuyait à l'étranger ; le secrétaire général Geršel'man, les juristes Laškevič et Sabanin, le chef du Département d'Orient, Zukerman, les responsables des Départements occidentaux Fehner, Štern et Nejman furent également arrêtés.

prolongation de la Commission extraordinaire du CC chargée de trouver un emploi aux diplomates écartés du NKID²⁰. Les mentions « en réserve du NKID » ou « en réserve du CC » sont légion en 1938-1939.

La « faim de cadres » (*kadrovj golod*) et l'absence d'une réelle politique de renouvellement de la part du Kremlin étaient patentes. Ainsi, le 3 janvier 1939, dans une lettre à Stalin, Litvinov fait le bilan des vacances de postes et adresse au Bureau politique un signal d'alarme. Il évoque 9 postes de représentants plénipotentiaires vacants à Washington, à Tokyo, à Varsovie, à Bucarest, à Barcelone, à Kaunas, à Copenhague, à Budapest et à Sofia, et ce, dans certains cas, depuis plus d'un an ; 9 postes vacants pour les conseillers ; 22 pour les secrétaires ; 30 pour les consuls et vice-consuls ; et 46 pour les autres postes politiques des ambassades (responsables des départements de presse, attachés et secrétaires de consulats). Dans l'appareil central du commissariat aux Affaires étrangères, sur huit départements, un seul est dirigé par un responsable confirmé, les sept autres l'étant par des intérimaires²¹.

La procédure la plus souvent utilisée pour combler hâtivement les trous était la suivante : le Comité central affectait aux Affaires étrangères des groupes de communistes parmi lesquels Litvinov sélectionnait, après un entretien, les plus adéquats. Ceux-ci entamaient alors un cours de formation accélérée (3 mois) au sein de l'Institut des travailleurs diplomatiques et consulaires, institution de formation interne au commissariat créée en 1934 à un moment où le commissaire du peuple se préoccupait des prochains départs à la retraite et entendait préparer en douceur une relève. Ainsi, en juillet 1937, 13 nouveaux collaborateurs étaient réclamés par Litvinov qui trouvait trop lente la procédure du côté du Comité central²². En août, Malenkov, qui dirigeait la Section des cadres au Comité central, envoya 85 communistes aux Affaires étrangères. Litvinov constatait alors, dans une lettre à Stalin, que sur ce total seuls 15 parlaient à peu près une langue étrangère et aucun ne pouvait devenir dans un délai rapide un représentant plénipotentiaire²³. Le commissaire du peuple, dont les critères de sélection reposaient en particulier sur une bonne connaissance des langues étrangères, se montrait le plus souvent mécontent du niveau des candidats proposés. Sur les 85, Litvinov en sélectionna finalement 50 en août 1937 pour une formation de trois mois, dont 15 furent immédiatement affectés à l'étranger comme conseiller ou secrétaire d'ambassade, tant le personnel diplomatique manquait²⁴. Des diplomates tels que Plotnikov ou

20. Procès-verbal de l'*Orgbjuro* n° 102 du 9 février-20 mars 1939, RGASPI, 17/114/660.

21. Lettre de Litvinov à Stalin, 3 janvier 1939, *Dokumenty vnešnej politiki (Documents de politique extérieure)*, t. 22, kn. 1, Moscou, Meždunarodnye otnošenija, 1992, p. 10.

22. Lettre de Litvinov à Andreev, 11 juillet 1937, AVPRF, 05/17/126/1.

23. Lettre de Litvinov à Stalin, 5 août 1937, *ibid.* ; procès-verbal n° 52 des décisions du *Polithjuro* du 31 juillet au 10 septembre 1937, RGASPI, 17/3/990.

24. Par exemple, Eršov, Listopad, Beljaev, Atroščenkov, Vetrov, etc., furent recrutés en août 1937. Ils furent nommés dès la fin septembre, pour les deux premiers, conseiller d'ambassade à Londres et à Varsovie, pour les suivants secrétaires d'ambassade en Autriche et en Lettonie. Procès-verbal n° 54 des décisions du *Polithjuro* du 23 septembre au 25 octobre 1937, RGASPI, 17/3/992.

Listopad, qui ne connaissaient que le russe, se retrouvèrent ainsi très rapidement à la tête d'une ambassade.

Mais la promotion des nouveaux venus à des postes de responsabilité ne s'accéléra véritablement qu'en 1939 après la prise en main de la direction du NKID par Molotov. À partir d'avril-mai 1939, les procès-verbaux de l'*Orgbjuro* et du Secrétariat font état de 123 nominations ou mutations, dont 13 relèvent du seul Bureau politique, et de 150 pour 1940. Rien qu'au mois d'août 1939, 16 nouveaux occupent des postes importants. Il fallut donc attendre l'éviction de Litvinov qui, dès le début des années 1930 et surtout à partir de 1934, avait imprimé sa marque sur la politique de recrutement de son commissariat pour qu'une nouvelle stratégie de recrutement et de gestion des carrières puisse se mettre en place avec Molotov. La deuxième vague d'arrestations au sein du *Narkomindel*, qui avait débuté quelques mois plus tôt, fin 1938, sous la houlette de Berija, se développa au moment où Molotov devint le commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Elle visait avant tout la personnalité de l'ancien commissaire du peuple et ses collaborateurs²⁵ et marquait la volonté du nouveau commissaire de mener sa propre politique des cadres avec l'aide d'une commission qui comprenait Malenkov et Dekanozov. Durant la réunion du parti qui se déroula au sein du NKID en juillet 1939, quelques mois après sa prise de fonction, Molotov mit en cause, devant le personnel diplomatique, la politique des cadres menée par Litvinov : si le commissariat du peuple aux Affaires étrangères n'était pas complètement bolchevik, la faute en revenait à son prédécesseur qui avait défendu une série de personnes étrangères et hostiles au parti comme à l'État soviétique, et avait eu une attitude antiparti à l'égard des nouveaux arrivants au commissariat²⁶.

La dénomination « personnes étrangères et hostiles au parti comme à l'État soviétique » recouvrait deux profils existant au sein du NKID depuis les années 1920. Le premier était celui des anciens révolutionnaires. Ceux-ci avaient parfois eu des liens avec les opposants de Stalin. Ayant souvent commencé leur vie de militants en dehors du parti bolchevik, ils avaient tissé des réseaux de connaissance dans leur activité militante et au cours de leurs années d'exil. Ces vieux militants occupaient encore un peu moins du tiers des postes de responsabilité au NKID au milieu des années 1930. Certains qui correspondaient à ce profil furent pourtant épargnés, et non des moindres : Kollontaj, qui resta *polpred* en Suède pendant la guerre ; Majskij, en poste à Londres jusqu'en 1943 ; ou encore Suric et Trojanovskij, pour ne citer que les plus importants. Pourquoi eux ? On en est réduit à des conjectures. Est-ce à mettre au compte d'une immunité liée à leur notoriété internationale ou au caractère stratégique de leur poste à ce moment-là. Étaient-ils intouchables parce qu'au Kremlin on était persuadé qu'ils pouvaient encore servir ? Il faut souligner aussi le fait que la première épuration (celle de 1937), qui fut la plus

25. Stomonjakov, sans poste depuis août 1938, son secrétaire personnel Nazarov, les responsables des principaux départements du ministère, Barkov, Vejnberg, Vinogradov, Plotkin, Gnedin, Giršfel'd.

26. A. A. Roščin, « V Narkomindele v predvoennye gody » (Le Narkomindel avant-guerre), in *Otkryvaja novye stranicy. Meždunarodnye voprosy : sobytija i ljudi* (Nouvelles pages d'histoire. Questions internationales : événements et acteurs), Moscou, Politizdat, 1989, p. 49.

tragique pour cette catégorie-là, ne visait pas encore la personne du commissaire du peuple Litvinov. Or il s'agissait de son cercle d'amis et de proches collaborateurs.

Le deuxième profil était celui des « spécialistes », dont l'expérience et la formation s'inscrivaient dans la continuité de la période tsariste (le Département juridique et celui des affaires de la SDN étaient en particulier les refuges des anciens fonctionnaires de la diplomatie prérévolutionnaire, souvent d'origine noble).

À côté de ces deux catégories, cibles privilégiées des purges dans toutes les administrations, fut aussi touchée la jeune « intelligentsia » soviétique formée dans les instituts supérieurs de l'URSS au cours des années 1920. Celle-ci occupait une place très importante dans le noyau administratif central mis en place par Litvinov et dans les échelons intermédiaires des ambassades. C'étaient ses membres qui représentaient, dès le milieu des années 1930, le groupe majoritaire au NKID, détenant la moitié des postes de cadres et contribuant très largement à l'image d'une administration jeune où les 35-45 ans prédominaient.

Le profil des nouveaux venus : une réelle ascension sociale

Les dossiers biographiques consultés rendent compte du phénomène massif d'ascension sociale à travers le triptyque de la plébéianisation, de la provincialisation et de la russification du corps diplomatique durant les années 1936-1945. Cela s'accompagna d'un rajeunissement du NKID et de la prédominance de cursus de formation assez atypiques, même si, on le verra, il n'existe pas en ce domaine de rupture totale avec la période précédente.

Les formulaires étudiés²⁷, s'ils apportent beaucoup d'éléments d'information sur l'origine sociale, la formation et les étapes tant politiques que professionnelles de celui qui les remplit, sont néanmoins largement codés. En particulier, on est confronté au problème d'une « auto-identification sociale », le scripteur ayant tendance à se conformer le plus possible aux critères de classe mis en avant par le régime. La valorisation des éléments pouvant permettre de s'identifier à la classe ouvrière dans un contexte où la discrimination positive joue en sa faveur s'estompe toutefois à la fin des années 1930. L'impact de la nouvelle constitution de 1936 n'est ici sans doute pas négligeable. En supprimant les critères socialement discriminants en matière de droits civiques, elle place dorénavant l'ouvrier, le kolkhozien et le *služaščij* à égalité de droit. Ces fiches donnent également lieu à une stylisation du parcours personnel selon les canons de la méritocratie stalinienne, avec notamment une insistance sur l'activisme social et politique ainsi que sur les états de service dans l'Armée rouge.

27. La date des formulaires d'inscription et de réinscription au parti est variable. Pour certains diplomates, seul le questionnaire de la fin des années 1930 ou du début des années 1940 est disponible. Mais pour la plupart, on a également le formulaire de 1954, voire de 1973-1974, deux moments d'échange des cartes du parti qui conduisent à une réactualisation des données. Ces formulaires, tout en comportant de nombreuses rubriques, sont cependant moins détaillés que les fiches personnelles du Département des cadres (*ličnyj listok po učetu kadrov*), parfois accessibles dans les dossiers du parti.

D'un formulaire à l'autre, la trame et les rubriques restent globalement inchangées, mais le soin avec lequel telle ou telle rubrique est remplie diffère en fonction des périodes. Ainsi, le poids de la terreur est assez perceptible dans la manière dont les diplomates, entre 1936 et 1939, répondent aux questions concernant les liens familiaux. On constate aussi, dans l'après-guerre, un certain manque d'attention dans les réponses aux questions portant sur la position sociale et l'engagement politique, tandis que les questions portant sur l'éducation, les diplômes acquis et les médailles reçoivent des réponses très précises. En effet, le diplôme qui valide l'appartenance à la nouvelle intelligentsia soviétique, mais aussi la médaille du vétéran ou du cadre méritant de la patrie pendant la « grande guerre patriotique » sont dorénavant porteurs de privilèges indépendamment de la condition sociale originelle²⁸. D'ailleurs, la question du niveau d'éducation n'est introduite qu'à la fin des années 1930, là où, auparavant, était demandé le seul descriptif de son cursus.

L'impression la plus forte qui se dégage de ces récits de vie, même stéréotypés et codifiés à l'intérieur de rubriques très précises, est celle de l'immense ascension professionnelle dont la plupart de ces hommes (aucune femme chez ces nouveaux diplomates) ont bénéficié. Si 28 % d'entre eux se définissent comme ouvriers quant à leur « position sociale » (*social'noe položenie*), on constate que ceux qui disent relever de la catégorie des « cols blancs » (62 % de *služaščij*) ou de celle des paysans (10 %) ne proviennent pas de milieux aisés et partent, eux aussi, du plus bas de l'échelle sociale.

Pouvoir se dire « ouvrier » relève d'une alchimie particulière dont les critères ont été définis par le régime²⁹. L'imbroglio des situations personnelles, avec des métiers souvent inclassables et une grande mobilité géographique, professionnelle et sociale, rend cependant difficilement palpable le moment de vérité prolétarienne dans un parcours. À y regarder de près, bien des biographies de « cols blancs » ne se différencient pas de celles des « ouvriers ». Ce sont aussi des pauvres même s'ils ne sont pas prolétaires. Ainsi F. F. Moločkov, qui fit l'essentiel de sa carrière au Département du protocole après son entrée au NKID en 1937, avait des parents paysans (*bednjaki*, puis kolkhoziens) et il commença à être apprenti à l'âge de 12 ans avant d'être ouvrier agricole puis apprenti plombier. Ce n'est qu'en 1930 (il a alors 24 ans) qu'il acquiert le statut de « col blanc » en devenant caissier³⁰ !

Être ouvrier relève d'abord de la généalogie personnelle. On est ouvrier parce que son père (plus que sa mère d'ailleurs) l'a été avant et parfois après la révolution. Mais, ce n'est pas le seul critère ; 23 % de ceux qui se définissent comme

28. Au sortir de la guerre, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS décore de l'ordre de Lenin 10 diplomates ; de l'ordre de la Guerre patriotique du 1^{er} et 2^e degré, 40 personnes du NKID ; de l'ordre du Drapeau rouge du travail, 83 personnes et de l'ordre de l'Étoile rouge, 54 personnes, V. I. Ivanenko, *Tropoju pamjati (Par la voie de la mémoire)*, Moscou, 1968, p. 67-68.

29. Pour tout ce passage, je me réfère à l'article essentiel de Sheila Fitzpatrick, « L'identité de classe dans la société de la NEP », *Annales ESC*, 2, mars-avril 1989, p. 251-271.

30. Questionnaire du parti de Fedor Fedorovič Moločkov, RGASPI, 17/100.

« ouvriers » ont des parents kolkhoziens issus, lorsque cela est mentionné, soit du milieu des ouvriers agricoles, soit de familles de paysans pauvres. Par ailleurs, certains fils d'ouvriers se définissent comme « cols blancs »³¹. L'élément constitutif d'une identité ouvrière est en effet l'expérience de l'usine ou de l'atelier, qui s'évalue en nombre d'années, de quatre à plus de dix ans, la moyenne se situant autour de sept ans. Cette « expérience prolétarienne formative » est renforcée si l'entrée au parti s'est faite au moment où l'on était ouvrier. L'engagement comme soldat de l'Armée rouge pendant la guerre civile fonctionne comme l'équivalent d'une identité ouvrière mais cela ne concerne que la poignée de diplomates nés autour de 1900. Le passage par une faculté ouvrière apparaît aussi comme une sorte de validation par le régime de l'origine sociale, de même que les états de service dans le domaine de l'activisme social et politique peuvent compenser les éventuels manques d'expérience ou d'antécédents familiaux. A. A. Sobolev, qui entre au NKID en 1939 et occupe après la guerre des postes importants à l'ONU, se définit comme ouvrier. Pourtant, son père était facteur et, à l'exception de quelques mois comme docker à Petrograd en 1919 à l'âge de 16 ans, il n'a pas d'expérience professionnelle ouvrière. C'est bien son entrée à la faculté ouvrière en 1920, favorisée peut-être par l'engagement syndical de son père après la révolution, qui l'autorise à se prévaloir de cette position sociale³².

On est donc en présence d'une alchimie susceptible de produire des ouvriers au sens où le régime les conçoit. L'adoubement n'est cependant jamais définitif.

Les faussaires en identité sociale, surtout au moment de la « révolution culturelle » des années 1928-1931, sont recherchés. Ainsi L. N. Kulikov reçoit un blâme de la commission d'épuration en 1929 pour s'être indûment prétendu ouvrier. La question porte sur le travestissement du métier réel exercé par son père, puis par lui-même, entre 1914 et 1919, celui de charpentier et non pas ouvrier charpentier³³. Son engagement dans l'Armée rouge entre 1919 et 1922 n'est également plus un argument suffisant.

À partir de la fin des années 1930, comme on l'a vu, il devient moins important de se définir comme ouvrier. Même si l'identité ouvrière reste un élément de valorisation considérable en Union soviétique, certains des avantages civiques et sociaux qui lui étaient associés disparaissent. Le développement de la méritocratie et l'essor du patriotisme font évoluer la perception que l'on a des hiérarchies en URSS. P. V. Anurov, dont le père était commis, avait été six ans apprenti puis ajusteur avant d'entrer à la faculté ouvrière de l'Institut de Moscou formant les ingénieurs

31. C'est le cas par exemple de Nikolaj Borisovič Alekseev né en 1912, dont les deux parents sont ouvriers, mais qui intègre dès l'âge de 18 ans une formation de technicien, ce qui lui donne le statut de « *služaščij* ». Après des études d'histoire à l'université de Moscou, il intègre le parti en 1940 et le NKID en 1943 où il devient un spécialiste de l'Amérique latine jusqu'à sa retraite en 1981, RGASPI, 17/100 ; *Diplomatičeskij slovar', op. cit.*, t. 1, 1985, p. 24.

32. Questionnaire d'Arkadij Aleksandrovič Sobolev, RGASPI, 17/100.

33. *Spravka* (fiche de renseignement) sur Leonid Nikolaevič Kulikov, RGASPI, 17/114/515, à propos de sa nomination comme consul général à Klaïpeda (procès-verbal n° 77 de l'*Orgbjuro*, point 328 du 26 décembre 1937, 17/114/635)

des ponts et chaussées. Il était ouvrier quand il entra au parti en 1929. Après des études à l'Institut d'orientalisme entre 1934 et 1937, il devient un spécialiste des affaires japonaises au sein du NKID. S'il indique « ouvrier » dans le formulaire de 1936, il se définit en revanche comme « col blanc » dans celui de 1948³⁴. Incontestablement, les enjeux en termes de position sociale ne sont plus les mêmes.

Qu'ils se disent « paysans », « cols blancs », ou bien « ouvriers », l'origine plébéienne des nouveaux diplomates est en tout cas incontestable pour les années 1937-1941. Aucun nouveau diplomate ne provient d'un milieu de fonctionnaires. Tous ont commencé par des métiers manuels. Cela est d'autant plus frappant dans une administration qui était restée très largement à l'écart du processus d'ouvriérisation à l'œuvre dans d'autres administrations depuis 1928-1931 (campagne des *vydvžency*, « sortis du rang »)³⁵. Il faut cependant distinguer deux étapes. Les années de promotion ouvrière au sein de la diplomatie sont pour l'essentiel celles de la Grande Terreur et de l'avant-guerre. Bien peu de ceux qui se disent ouvriers entrent au NKID après 1941. La cause en est, d'abord, l'autodéfinition sociale évoquée plus haut, les fils d'ouvriers mais aussi de paysans (et ils sont nombreux durant ces années de guerre) se définissant plus facilement comme « cols blancs » que lors de la décennie précédente. L'on constate globalement, pour les années de la guerre, une plus grande mixité dans l'origine sociale des « cols blancs » désormais majoritaires. En particulier, chez les non-Russes et les recrues âgées de plus de 40 ans, le milieu social d'origine apparaît plus aisé (instituteurs, agronomes, professeurs, juges ou procureurs...).

La promotion sociale fut aussi, sur toute la période, celle des provinciaux par rapport aux citoyens des deux capitales. Les nouveaux diplomates ont une origine géographique diversifiée. Seuls 22 % proviennent des villes de Moscou et Leningrad ou de leur *oblast'*. Les différentes étapes de leur vie s'identifient à une montée progressive vers l'une ou l'autre des deux grandes villes et l'éloignement de la capitale contribue souvent à démultiplier les étapes. Lorsqu'il s'agit de futurs diplomates originaires des régions entourant Moscou (moins de 500 km) et, dans une moindre mesure, Leningrad, le parcours géographique se fait en deux ou trois temps selon que l'on est de la campagne ou de la ville. Ces régions fournissent 31 % des diplomates. Dans la petite couronne (19 %), ce sont surtout des *oblasti* de Smolensk, Tula, Vladimir, Riazan, Iaroslavl et Tver/Kalinin que proviennent les nouvelles recrues. D'un peu plus loin, il en vient 12 % et, pour plus de la moitié, de la région ou de la ville de Nijni-Novgorod. En RSFSR, les régions et républiques plus lointaines du Caucase du Nord, du bassin de la Volga et de la Kama (18 %) sont également bien représentées. Un fort contingent arrive de Rostov. Un peu moins nombreux sont ceux qui viennent de la république autonome du Tatarstan, où

34. Formulaires de Petr Vasilevič Anurov, RGASPI, 17/114/511.

35. Le personnel diplomatique se définissant comme ouvrier représentait 19 % de l'ensemble du personnel au milieu des années 1930, *Sostav rukovodiaščih rabotnikov i specialistov Sojuza SSR (Les cadres et les spécialistes en URSS)*, Moscou, 1936.

se trouve le pôle scolaire et universitaire de Kazan. Les régions de l'Oural, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient sont en revanche sous-représentées. Le recrutement au moment des purges et avant la guerre reste pour l'essentiel un recrutement russe en provenance de la RSFSR. Mais à partir de 1941, et notamment entre 1943 et 1945, des candidats en provenance des périphéries non russes sont sélectionnés. Le contingent venu de l'Ukraine et de la Biélorussie (14 %), de la Transcaucasie et de l'Asie centrale (7 %), est pour l'essentiel arrivé à partir de l'automne 1941. C'est le résultat d'une politique volontariste, qui vise à faire entrer au NKID des représentants des républiques périphériques. Appartenant souvent aux élites locales, on les retrouve plus tard à des postes ciblés. Cependant, la plupart mentionnent le russe comme langue maternelle. Dans le groupe des Ukrainiens, la différenciation est très nette entre ceux qui, venant des régions de Dniepropetrovsk et de Kharkov, ne savent que le russe, et ceux qui, originaires de la campagne et des régions de Kiev et de Vinnitsa, ont l'ukrainien pour langue maternelle. La mention de ces Ukrainiens, de quelques Biélorusses, dont Andrej Gromyko, et d'un certain nombre de représentants des peuples du Caucase et d'Asie centrale, ne doit pas cacher pour autant la réalité de la russification de l'administration des Affaires étrangères : 80 % des nouveaux venus sont Russes. Cela conduit à de profondes modifications au sein du NKID. Il faut souligner en particulier le faible recrutement de juifs (à peine 2 %), alors qu'avant les purges, ils représentaient 30 % des cadres³⁶.

Avec cette plébéianisation massive de l'appareil diplomatique, le clivage social et culturel qui existait dans les années 1930 entre d'un côté les promus, très souvent cantonnés par Litvinov et ses collègues aux postes subalternes, et de l'autre côté l'ancienne élite révolutionnaire et/ou sociale occupant les postes dirigeants, a sans conteste assez largement disparu. Néanmoins, cela n'a sans doute pas débouché sur le corps homogène et soudé qu'on a parfois tendance à décrire lorsque l'on évoque les diplomates de l'ère Molotov. Les indices sont peu nombreux en l'absence de documents privés, les mémoires et témoignages publiés ayant plutôt tendance à souligner la solidarité et la camaraderie qui règnent au sein de la grande famille des diplomates soviétiques. Si l'esprit de corps existe bel et bien — et plusieurs facteurs matériels y contribuent fortement : le fait d'habiter ensemble dans les mêmes immeubles, tant au siège à Moscou que dans les pays étrangers, également l'expérience collective de l'évacuation à Kuibyshev entre 1941 et 1943 —, des éléments d'hétérogénéité subsistent. D'abord, la hiérarchisation très forte des fonctions inhérente au protocole diplomatique se renforça encore à la faveur de la guerre, nourrissant les ambitions des uns et les aigreurs des autres³⁷. Ensuite, les diplomates plébéiens appartenaient à des groupes divers plus ou moins conscients d'eux-mêmes : les citadins et ceux qui étaient originaires de la campagne, les

36. *Ibid.*, p. 296-303.

37. Le 9 mai 1941, un décret du Présidium du Soviet suprême rétablit les rangs pour les représentants diplomatiques à l'étranger. Les anciennes représentations plénipotentiaires redevenaient des ambassades et les *polpredy* des ambassadeurs. Cette mesure précède la transformation du NKID en MID en 1946, S. L. Tihvinskij, *Diplomatija : issledovanija i vospominanija (La diplomatie : études et souvenirs)*, Moscou, Institut Rossijskoj istorii, RAN, 2001, p. 11-18.

Moscovites et les nouveaux venus dans la capitale, les vétérans et les autres, et ces appartenances jouèrent, semble-t-il, un rôle non négligeable dans le contexte difficile de la guerre, entraînant des conditions de vie contrastées. Au sein des deux premières promotions du MGIMO en 1943-1944, la différenciation dans les niveaux de vie des étudiants, dont certains vivaient misérablement, est également frappante³⁸. Il y eut en revanche, pendant ces années, une vraie égalité de chances entre catégories sociales dans la réussite professionnelle au sein du NKID. Plus que l'origine sociale, c'est l'année du recrutement qui a pu être déterminante dans l'évolution ultérieure de la carrière. L'année 1937 ne porta pas chance aux nouvelles recrues. Seule une petite moitié de ceux qui, cette année-là, étaient entrés pour occuper les nombreux postes vacants ont réalisé une carrière durable, tandis que les autres réalisaient des parcours aussi fulgurants que précaires³⁹. En revanche, pour ceux qui ont été recrutés après 1939, la carrière dans la diplomatie se fit parfois jusqu'à la retraite dans les années 1970-1980. Citons K. V. Novikov, ouvrier chauffagiste après la révolution, formé dans le cadre d'une faculté ouvrière (*rabfak*) puis de l'Institut des turbines à Leningrad, et qui débuta au NKID en 1940 à l'ambassade de Londres sous la direction de Majskij. Sa carrière fut durable et prestigieuse : responsable de département à 37 ans en 1942, ambassadeur à 42 ans⁴⁰.

Les nouveaux diplomates, lorsqu'ils arrivent au NKID, sont indéniablement jeunes. Les trentenaires sont très largement majoritaires. En 1939, le rajeunissement est maximal, avec des recrues nées entre 1906 et 1914 à plus de 70 %. En revanche, pendant la guerre, on recourt à un spectre plus large, avec un contingent de diplomates de plus de 40, voire 50 ans, qui ont fait leurs preuves comme professeurs ou chercheurs, surtout en histoire et en droit, et occupent immédiatement des postes de haute responsabilité. Globalement, les nouvelles recrues ne sont cependant pas plus jeunes que les « spécialistes » qui étaient entrés dans la diplomatie durant les années 1920. Adolescents au moment de la révolution, ceux-ci, après avoir adhéré au parti et s'être engagés dans l'Armée rouge pendant la guerre civile, étaient entrés immédiatement au service du nouveau régime, tout en poursuivant leurs études. Ceux qui arrivent entre 1937 et 1945 au sein du NKID ont en comparaison davantage « roulé leur bosse ». Ils ont fait toutes sortes de métiers et de formation afin de s'élever progressivement dans l'échelle socio-professionnelle.

38. Voir en particulier le témoignage de Vladimir Vinogradov, invalide de guerre, et celui de Vladislav Koz'jakov, venu d'un petit village de la région de Toula, *Polveka spustja (1948-1998). Govorjat pervye vypuskniki MGIMO (Un demi-siècle plus tard, les premiers élèves sortant du MGIMO témoignent)*, Moscou, 1998, p. 30-37 et 85-90.

39. Par exemple, sur 50 camarades sélectionnés le 20 août 1937 pour suivre une formation de trois mois au NKID, 22 ont finalement occupé un poste mais 5 seulement ont fait une carrière durable. Quatre ont été immédiatement propulsés ambassadeurs sans laisser de traces par la suite. Les 19 restants ont occupé des postes de secrétaires, consuls et conseillers sans réussir à démarrer une ascension professionnelle à laquelle semblait inviter la conjoncture.

40. Questionnaire de Kiril Vasilevič Novikov, RGASPI, 17/100.

Beaucoup ont su se distinguer par leur travail d'activiste politique au sein des Comités de paysans pauvres à l'heure de la collectivisation, au sein des Comités d'usine ou des Soviets ruraux afin de sortir de leur condition. Le militantisme aux Komsomols est très important. Plus des deux tiers sont passés par les jeunesses communistes et le plus souvent de manière durable. Au début des années 1930, l'entrée au parti n'est plus aussi rapide qu'à l'heure de la « promotion Lenin » (20 % sont entrés dans le parti entre 1924 et 1926). Dorénavant, les étapes sont davantage délimitées : Komsomols, candidat puis membre du parti, avec très souvent plusieurs années entre ces deux dernières étapes. C'est particulièrement vrai des candidats du parti des années 1931-1933, qui ne deviendront membres qu'à la fin des années 1930. La procédure s'accélère en revanche au moment des purges de 1937-1939. Ceux qui entrent dans la diplomatie à cette époque doivent être des membres du parti à part entière avant de pouvoir partir à l'étranger. La période de stage se raccourcit donc à un ou deux ans et cette pratique se poursuit après guerre. Entrés rapidement ou par étapes au sein du parti, les nouveaux diplomates ont tous les éléments d'un profil loyaliste : aucune adhésion antérieure à un autre parti ou à une opposition (ils sont trop jeunes pour cela), aucun blâme à quelques rares exceptions près.

Les trajectoires de formation

Sur le plan de la formation, la *rabfak* du milieu des années 1920 au début des années 1930 est un levier de l'ascension ; le *tehnikum* l'est également. Un tiers a suivi l'une ou l'autre de ces formations. Dispensées par cycle d'un à trois ans, elles sont de nature pratique et technique et visent avant tout à former des constructeurs du socialisme dans le cadre du plan (machinisme agricole, topographie, économie industrielle, chimie, géologie). Ces formations, souvent reçues en province (Kazan, Novotcherkassk, Nijni-Novgorod, Toula, Iaroslavl, Krasnodar, Kharkov), ne sont qu'une étape dans le cheminement de ces futurs diplomates. Ils y gagnent une amélioration de leur situation professionnelle et surtout un tremplin vers d'autres formations plus diplômantes. I. V. Sadčikov, qui a terminé à 20 ans le *tehnikum* d'agriculture de Krasnodar, entre à l'université de Perm, ce qui lui vaudra trois ans plus tard un poste d'enseignant à l'Institut pédagogique de Magnitogorsk⁴¹. On est au début des années 1930 et sa carrière diplomatique, entamée en 1939 et qui le mène, dès 1946, à occuper le poste d'ambassadeur en Iran, est encore loin. S. S. Nemčina, qui entre dans la carrière en 1941 et fut, parmi bien d'autres postes, conseiller d'ambassade en France au début des années 1960, termine un *tehnikum* en métallurgie en 1931 et part étudier à la prestigieuse université Lomonosov de Moscou⁴². Certains multiplient les formations de manière éclectique : E. G. Zabrodin, ouvrier agricole au départ, enchaîne une école agricole, un *tehnikum*

41. Questionnaire d'Ivan Vasilevič Sadčikov, *ibid.*

42. Questionnaire de Sergej Sergeevič Nemčina, *ibid.*

d'agronomie puis de chimie et, après son service militaire en 1929, se retrouve laborantin à Moscou. Il entre alors à la faculté de chimie de l'université de Moscou pour être ensuite dirigé vers l'Institut d'Orient en 1934-1935, où il apprend le japonais. Puis, il suit une formation à l'École centrale de préparation des commandants de l'état-major des services de contre-espionnage. Sa voie est désormais toute tracée : il entre au NKID en 1939 et part en mission au Japon pendant la guerre⁴³.

Si les formations d'origine sont communes à l'ensemble des futurs administrateurs de l'État soviétique, on peut cependant constater qu'il reste des filières de spécialisation ultérieure plus spécifiques et qui sont des voies d'accès « naturelles » au métier diplomatique. Les sciences humaines, économiques et sociales continuent, comme pour la période précédente, à constituer des passerelles privilégiées pour entrer au NKID. Très souvent formés à l'Institut d'économie nationale Plehanov, à l'Institut du Plan ou à l'Académie du commerce extérieur (où un stage est effectué au commissariat du peuple au Commerce extérieur), 15 % se définissent comme économistes de formation. Environ 12 % se disent historiens et on a le même pourcentage de juristes. Ils sortent le plus souvent de l'université, mais aussi des instituts tant au niveau des provinces que de Moscou. Les instituts d'études orientales, en particulier l'Institut Narimanov à Moscou ou l'Institut militaire des langues étrangères de l'Armée rouge, mais aussi certains instituts de province comme l'Institut pédagogique d'Orient de Kazan, continuent à assurer un contingent de linguistes (moins de 10 %), pour l'essentiel sinologues ou japonisants. Parmi eux, certains se qualifient de chercheurs ou professeurs, mais le plus souvent ils mettent en avant leur qualité d'enseignant, sans que l'un exclue forcément l'autre. L'Institut des professeurs rouges, rattaché à l'Académie communiste, a souvent constitué une des dernières étapes de leur formation. Il est intéressant de constater que, pour une génération marquée par l'activisme politique et l'apprentissage de l'*istmat* et du *diamat*⁴⁴, seule, une infime minorité de diplomates se définissent comme instructeurs ou éducateurs politiques (*politprosvetrobotniki*), préférant le qualificatif général de pédagogues. Pourtant, beaucoup ont été dans leur jeunesse des instructeurs politiques dans leurs kolkhozes, durant leur service militaire, dans leurs écoles ou dans leurs fonctions politiques locales. Un certain nombre sont passés par l'Institut du marxisme-léninisme ou les écoles supérieures du parti rattachées aux instances dirigeantes du PCUS, à la direction politique de l'Armée rouge ou de la Flotte (la promotion de l'école supérieure du parti auprès du Comité central fournit en 1944 plusieurs diplomates qui font une carrière durable de secrétaire ou conseiller d'ambassade). Même ceux qui sortent de l'Institut Krupskaja à Leningrad (Institut communiste d'éducation politique) ne s'auto-définissent pas comme éducateurs politiques.

À côté de ces « humanistes » et autres linguistes, on trouve un nombre important de diplomates (25 %) dont la spécialisation professionnelle est d'être ingénieur. Formés dans les secteurs-phares de la construction, de l'industrie lourde, de

43. Questionnaire d'Evgenij Grigorevič Zabrodin, *ibid.*

44. Le matérialisme historique et le matérialisme dialectique.

l'industrie mécanique, électrique et aéronautique, que font-ils dans la diplomatie ? L'inadéquation entre les acquis d'une formation scientifique et pratique, et les qualités nécessaires pour être diplomate (sauf peut-être à ne considérer les diplomates que comme des agents de renseignement en matière industrielle et militaire) est ici plus manifeste qu'ailleurs. Du reste, un certain nombre de ces ingénieurs furent mobilisés au cours de la guerre à des tâches correspondant davantage à leur savoir-faire. Citons, parmi d'autres, le cas de F. P. Dolja qui, après une formation à l'Institut aéronautique de Moscou achevée en 1936, entre au *Narkomindel* en 1938. Dès 1941, on l'affecte à un travail d'ingénieur aéronautique, puis il revient en 1944 dans la carrière diplomatique, et cela pour dix ans⁴⁵. Cette inadéquation est sans doute avant tout une affaire de mauvais ajustement entre l'offre et la demande en matière d'emploi. La multiplication des formations qui visaient à créer l'encadrement industriel et technique pour la bonne marche du plan a provoqué une surabondance d'ingénieurs, d'autant que la tendance naturelle et politique des gens du peuple et les propositions qui leur étaient faites par leurs mentors du parti les portaient davantage vers ce type de formations, moins « intimidantes » culturellement que les formations littéraires.

Les nouveaux cadres dirigeants du NKID, à de rares exceptions près, sont pourvus d'au moins un diplôme d'études supérieures et entrent de ce fait dans la catégorie des *vysšee*. La situation apparaît inversée en comparaison de celle de la génération des révolutionnaires sociaux-démocrates qui avaient fourni une première élite à l'appareil d'État soviétique au sortir de la révolution. Leur métier de révolutionnaire marqué par la répression et l'exil les obligeait à des déplacements fréquents et avait fait d'eux d'éternels étudiants dont les formations restaient bien souvent inachevées. Entrant de ce fait dans la catégorie des *srednee*, ils avaient pourtant un niveau de culture très supérieur à celui des nouveaux diplomates. Le niveau des études suivies souvent à l'étranger, la maîtrise des langues en constituaient les deux indicateurs principaux. En revanche, le fossé séparant la première *intelligentsia* soviétique formée du temps de Lenin et celle qui arrive aux commandes au moment des grandes purges de la fin des années 1930 est peut-être moins grand qu'il n'y paraît. Certes, le conformisme s'est encore renforcé et les nouveaux diplomates sont passés par tous les stades pratiques et théoriques du formatage idéologique, ce qui n'était pas le cas de ceux de la période précédente, dont le cursus plus rapide et plus linéaire relevait pour l'essentiel du seul domaine académique. Bien des filières de recrutement restent cependant les mêmes, continuant à fournir au NKID des linguistes, des juristes, des historiens et des économistes, ce dont tout appareil diplomatique a besoin. C'est en amont, en revanche, que les parcours sont différents. C'est aussi dans la prédominance des ingénieurs que se situe l'originalité du NKID de ces années-là. C'est finalement le caractère plébéen du recrutement qui fait de la diplomatie soviétique une sorte d'anomalie dans le monde policé de la diplomatie mondiale.

45. Questionnaire de Fedor Pavlovič Dolja, RGASPI, 17/100.

L'acquisition d'une compétence diplomatique

Avant d'être diplomate, l'usage était, depuis 1934, de suivre une formation interne. La moitié de ceux qui sont entrés au NKID entre 1936 et 1939 ont suivi les cours de l'Institut de préparation des travailleurs diplomatiques et consulaires, créé par Litvinov en novembre 1934. Et ce sont près d'un tiers des nouveaux diplomates entrés entre 1940 et 1945 qui achèvent leur formation au sein de l'École supérieure de diplomatie fondée par Molotov durant la guerre.

Le premier Institut avait comme objectif de préparer en trois mois 40 candidats ayant déjà terminé un cursus supérieur⁴⁶. Dans les faits, certains diplomates y furent étudiants beaucoup plus longtemps. Ainsi Moločkov, qui avait été formé au préalable à l'Institut Plehanov, y resta deux ans avant d'être envoyé en Lettonie⁴⁷. Sous forme de conférences et de travaux pratiques, la formation était axée sur l'histoire et la géographie ainsi que sur le droit, la sociologie et l'économie. Des ambassadeurs tels que Kollontaj, Majskij, Trojanovskij ou Štejn y faisaient des séminaires sur l'histoire des relations internationales et celle de la politique extérieure soviétique. Le juriste Pašukanis, et Zvavič, spécialiste de l'économie britannique à l'Institut d'économie et de politique mondiales, y intervenaient également. De l'École supérieure des propagandistes et de celle des organisations du parti du Comité central, venaient des conférenciers sur la socio-économie et l'histoire du PCUS⁴⁸.

L'École supérieure de diplomatie qui lui succéda se situait dans la continuité en termes des matières enseignées et au niveau de l'équipe professorale. Bien des diplomates proches de Litvinov et évincés en 1940 comme Štejn, Trojanovskij ou Rubinin formèrent la nouvelle génération pendant la guerre. Leur enseignement était cependant sous étroite surveillance. Leurs conférences devaient faire l'objet d'une autorisation et Štejn, ancien *polpred* à Rome, fut par exemple pris à partie par Vyšinskij lors d'une séance du bureau des conférences du Comité des grandes écoles auprès du *Sovnarkom* en août 1944 pour n'avoir pas tenu compte des critiques et des corrections faites sur l'une de ses conférences portant sur l'Italie⁴⁹.

Cette formation interne qui ouvrait la carrière n'était par ailleurs jamais considérée comme achevée. Au sein du NKID puis du MID, tout diplomate pouvait à un moment ou à un autre de sa carrière devoir reprendre des cours de perfectionnement. On le constate tout particulièrement dans l'après-guerre. Un tiers des diplomates qui avaient été directement nommés à des postes opérationnels à leur entrée

46. Sur l'organisation et l'activité de l'Institut, lettre de Litvinov au président du *Sovnarkom*, 19 octobre 1934, Archives nationales de la Fédération de Russie (*infra* GARF), f. R-5446, op.15a, d. 1043.

47. Questionnaire de Moločkov, RGASPI, 17/100.

48. Procès-verbal n° 16 de la réunion du *Politbjuro* du 13 novembre 1934, RGASPI, 17/3/954 ; A. A. Roščin, « V Narkomindele v predvoennye gody », *art. cit.*, p. 45 ; lettre de Litvinov au Conseil des commissaires du peuple, 26 octobre 1938, GARF, f. R-5446, op. 22a, d. 219.

49. A. Vaksberg, *Vychinski le procureur de Staline. Les grands procès de Moscou*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 247.

au NKID prit dans l'après-guerre le chemin de l'École supérieure de diplomatie (VDŠ) afin de gravir quelques échelons dans la carrière. Ainsi I. F. Kurdjukov qui, après des études à l'Institut d'Orient, avait été envoyé en 1936 en mission en Chine, revint en 1946 pour quelques mois suivre des cours à la VDŠ, ce qui lui permit de passer premier secrétaire⁵⁰. B. I. Karavaev, né à Novotcherkassk dans une famille d'ouvriers, avait reçu une formation d'ingénieur en hydraulique avant d'entrer au NKID en 1939. Après avoir servi sur le front de Carélie en 1941-1942, il travailla à l'ambassade de Londres entre 1943 et 1948. Il suivit alors des cours de perfectionnement destinés aux cadres du MID, ce qui lui permit de devenir conseiller d'ambassade aux États-Unis. Après une nouvelle période de formation à la VDŠ entre juillet 1953 et septembre 1955, il acquit le statut d'ambassadeur⁵¹. La notion de formation continue apparaît ainsi fondamentale dans l'apprentissage du métier de diplomate pour toutes ces recrues des purges et de la guerre qui n'avaient pas été spécifiquement formées dans ce sens au préalable.

Cela devient en revanche moins fréquent à partir du moment où les premières promotions sorties de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) purent fournir au MID des gens déjà opérationnels. Créée au sein de l'université de Moscou en novembre 1943, la nouvelle faculté des relations internationales — qui prit ce nom de MGIMO un an plus tard — avait pour vocation de former des spécialistes pour les ministères des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'agence Tass et le VOKS et plus largement tous les métiers concernant les relations extérieures. Dans chacune de ces administrations, une commission (celle du NKID était présidée par Dekanozov secondé par le responsable du Département des cadres Silin) fut chargée de sélectionner sur entretien des candidats qui devaient être au nombre de 200 et venir pour un tiers du front (avec un contingent non négligeable de blessés ou invalides de guerre), pour un tiers des écoles supérieures et pour un tiers du secondaire, assurant ainsi une mixité en origine sociale, en niveau de formation et en âge. Le cursus étant de cinq ans, ce fut pour la première fois en 1948 que quinze lauréats intégrèrent le ministère des Affaires étrangères⁵². Le rythme des carrières s'était alors considérablement ralenti par rapport à la guerre puisqu'il leur fallut attendre les années 1960, voire 1970, pour occuper des postes de premier plan⁵³. Si le MGIMO n'était pas encore l'organe de reproduction sociale qu'il devint par la suite, on constate cependant, dès les premières promotions, qu'un certain nombre d'étudiants sont des fils ou filles de diplomates. Citons parmi les étudiants de 1943 le fils de Dekanozov et celui de Bogomolov, ambassadeur à Vichy puis auprès de la France libre qui resta en poste à

50. Questionnaire de Ivan Fedorovič Kurdjukov, RGASPI, 17/100.

51. Questionnaire de Boris Ivanovič Karavaev, *ibid.*

52. *Polveka spustja... op. cit.*, p. 3-12.

53. Issus de la première promotion de 1948, Anatolij Kovalev attendit 1965 pour devenir responsable du premier Département européen, Sergej Bogomolov fut ambassadeur dans les années 1970, Vladimir Suslov devint en 1957 conseiller auprès de la représentation permanente de l'ONU, etc., *Diplomatičeskij slovar'*, *op. cit.*

Paris jusqu'en 1950 ; parmi les premières étudiantes du MGIMO en 1946, la fille de Molotov, Svetlana, et Marina Arutjunjan, dont le père, économiste de renom, était entré en 1943 au NKID ; enfin, quelques années plus tard, Volodia, le petit-fils d'Aleksandra Kollontaj⁵⁴. Le procédé d'un recrutement fondé sur les liens familiaux existait de toute façon au sein des administrations soviétiques, et au NKID en particulier, dès l'instant que le critère des langues favorisait naturellement les enfants de diplomates. C'est ainsi qu'Oleg, fils d'Aleksandr Trojanovskij, qui avait été ambassadeur au Japon puis aux États-Unis, fut mobilisé en 1941, après des études à l'Institut de philosophie, de littérature et d'histoire de Moscou, pour être finalement recruté, du fait de sa maîtrise de l'anglais, d'abord au *Sovinformburo*, organisme d'information et de propagande sur le monde extérieur dirigé par Ščerbakov et Lozovskij, puis au NKID où il fut nommé attaché en 1944 à 25 ans⁵⁵.

Dans les compétences requises pour le métier de diplomate, la connaissance des langues s'avérait primordiale et Molotov lui-même était le premier à le reconnaître :

Diplomate, moi ? Allons donc ! Je ne possède pas une seule langue étrangère ! [...] Je me débrouillais un peu dans les langues principales, mais pas vraiment. À l'ONU, j'ai toujours eu un interprète. Je n'ai jamais appris une langue à fond. C'est pour ça que je ne suis pas un vrai diplomate⁵⁶.

Dans les programmes d'enseignement du MGIMO, l'accent est particulièrement mis sur l'apprentissage des langues. Cela reste dans le souvenir des étudiants la matière qui était à la fois la plus difficile et en même temps la plus exaltante, avec une pratique orale développée en petits groupes⁵⁷. Cependant, qu'en a-t-il été pour tous ceux qui entrèrent dans la diplomatie entre 1936 et la fin de la guerre ? La nécessaire maîtrise d'une langue, voire de deux langues, comme préalable à l'entrée dans la diplomatie, avait toujours été la position de Litvinov et ce fut, à partir de 1936, un objet de discord constant entre lui et le Comité central, bien incapable de fournir des communistes bilingues au NKID. Molotov, lorsqu'il prit les rênes de la diplomatie, adopta une attitude plus souple, empreinte de pragmatisme. Puisque les nouveaux diplomates ne pouvaient avoir qu'une maîtrise très limitée des langues étrangères étant donné leur origine et leur formation, il s'agissait de la leur faire acquérir le plus rapidement possible. Cette attitude correspondait assez bien à la méfiance que Molotov, comme Stalin, pouvait ressentir à l'égard des gens trop cultivés, et de ce fait trop indépendants. La connaissance de la langue n'était plus considérée comme une situation naturelle de départ et donc implicitement liée à un certain niveau social et culturel, mais comme un outil à acquérir dans le cadre de la formation interne de la diplomatie. C'était en quelque sorte la fin du dilemme entre compétence linguistique et loyauté politique.

54. *Polveka spustja...*, op. cit., p. 180-188.

55. Oleg Trojanovskij, *Čerez gody i rasstojanija. Istorija odnoj sem'i (Au fil des ans et des séparations. Histoire d'une famille)*, Moscou, Vagrius, 1997, p. 93-105.

56. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, op. cit., p. 110.

57. *Polveka spustja...*, op. cit., passim.

Tous les diplomates ne partaient cependant pas de zéro. Pour les langues orientales, le bagage linguistique était le plus souvent déjà en poche en arrivant au NKID. Par ailleurs, certains furent spécifiquement recrutés du fait de leur connaissance de telle ou telle langue. Ainsi, A. D. Beljaev, sculpteur dans une usine de porcelaine, eut un destin totalement lié à sa maîtrise de l'allemand qui le catapulta à Vienne en 1937 comme secrétaire d'ambassade puis à Budapest comme conseiller jusqu'à ce qu'en 1941, on estimât plus utile d'utiliser ses dons sur le front comme traducteur aux services de renseignement de l'État-Major de l'Armée rouge puis, à la libération, en zone d'occupation soviétique en Allemagne. En 1948, on n'eut plus besoin de sa connaissance de l'allemand et il retourna à son usine de porcelaine⁵⁸. A. M. Kučkarov, de nationalité ouzbèke, connaissait outre l'anglais, le kazakh et le persan, ce qui en faisait quelqu'un d'utile qu'on envoya en Afghanistan de 1945 à 1947. Il occupa par la suite des fonctions au sein de l'appareil de propagande du parti de la RSS d'Ouzbékistan⁵⁹.

Mais pour la plupart, l'acquisition de la compétence linguistique se fit dans le cadre du NKID et elle n'était pas dissociée de l'apprentissage du métier de diplomate lui-même. Chaque département géographique au siège servait de vivier pour les futurs conseillers et ambassadeurs de l'aire concernée. Gromyko, sélectionné au printemps 1939 comme directeur du Département américain, fut nommé, six mois plus tard, conseiller d'ambassade à Washington. Lavrent'ev commença également sa carrière diplomatique en mai 1939 et, après avoir été responsable du Département d'Europe orientale, devint ambassadeur en Bulgarie puis en Roumanie en 1940-1941. Bogomolov et Orlov eurent des parcours similaires. Le premier, après avoir travaillé au premier Département d'Occident, fut nommé conseiller d'ambassade puis ambassadeur en France. Le second était à la tête du Département des Pays scandinaves, avant de représenter l'Union soviétique en Finlande⁶⁰. Par ailleurs, pendant la guerre, il y eut une inflation des postes subalternes dans les ambassades, en particulier les secrétaires et les attachés. Cela s'expliquait sans doute par un besoin d'informateurs comme en témoigne la nomination de Dolbin, ancien chef adjoint du 5^e Département de la Direction générale de la sécurité d'État (GUGB) du NKVD, en octobre 1939 comme secrétaire d'ambassade au Japon⁶¹. Mais c'était aussi un moyen d'envoyer dans les ambassades des stagiaires susceptibles de faire des progrès en langue.

Au final, comme on le voit dans les questionnaires remplis en 1954 et 1973, on constate une relative réussite dans la méthode : 34 % maîtrisent une langue et 43 % deux langues. Plus de 60 % des diplomates connaissent l'anglais et plus du tiers le français, l'allemand n'arrivant qu'en troisième position. Les diplomates soviétiques avaient beau être, dans une large mesure, murés dans leurs ambassades avec l'interdiction de nouer des liens à l'étranger, ils réussirent souvent à maîtriser la langue du pays où ils étaient en poste. En effet, on constate une assez grande diver-

58. Questionnaire d'Anatolij Dmitrievič Beljaev, RGASPI, 17/100.

59. Questionnaire d'Anvar Marasulovič Kučkarov, *ibid.*

60. Questionnaires du parti, *ibid.* ; *Diplomaticeskij Slovar'*, *op. cit.*

61. Procès-verbal de l'*Orgbjuro*, RGASPI, 17/116/17.

sité dans les langues connues : espagnol, italien et chinois mais aussi l'ensemble des langues slaves d'Europe de l'Est et le japonais et dans quelques cas le persan, le turc, le grec, l'arabe ou le portugais. Certains diplomates soulignent toutefois qu'ils maîtrisent davantage l'écrit que l'oral faute d'une pratique suffisante de la conversation. Près de 20 % possèdent entre trois et cinq langues. Il s'agit de ceux qui avaient déjà un bagage linguistique à leur entrée dans la diplomatie, que celui-ci provienne d'une formation dans ce domaine ou d'un héritage familial. On retrouve dans cette catégorie les diplomates dont le milieu d'origine était plus favorisé. S. S. Mihajlov, né en 1912, dont le père était instituteur et qui avait fait des études de philologie à l'université de Leningrad enseignait déjà l'anglais avant d'entrer au NKID en 1940. Il accumule au cours de sa carrière diplomatique, qui le conduit à devenir un spécialiste reconnu de l'Amérique latine, les titres universitaires (candidat en sciences historiques, docteur en sciences économiques) et les langues (anglais, français, espagnol, italien, portugais)⁶². Les multi-linguistes sont aussi les non-Russes. G. S. Paščenko, de nationalité ukrainienne, parle le russe, le tchèque et le polonais ainsi que l'anglais tandis que son compatriote S. P. Kiktev, outre l'ukrainien et le russe, maîtrise le français, l'anglais et l'arabe qu'il a appris lorsqu'il travaillait à l'ambassade soviétique en Égypte entre 1949 et 1954⁶³.

La formation des diplomates était, tant pour les langues que pour le reste, très largement fondée sur la mémoire. C'est d'ailleurs un trait spécifique de l'enseignement soviétique jusqu'à la fin du régime. On attendait par exemple des étudiants du MGIMO qu'ils connaissent l'ensemble des États et des villes des États-Unis. Certains se souviennent avec admiration de l'étudiant Erik Pletnev, capable de réciter par cœur *le Capital* de Marx⁶⁴. Mais derrière ces exemples un peu caricaturaux, il y avait le souci, par l'étude du droit et de l'histoire, d'assurer aux futurs diplomates la mémoire nécessaire des faits, des dates et des traités afin de rendre plus pertinentes leurs futures expertises et plus efficaces leurs négociations avec les diplomates étrangers. Aux yeux des étudiants de la VDSŠ comme du MGIMO, Durdenevskij était le professeur modèle de l'omniscience. Né en 1889, docteur en sciences juridiques, il avait mené une carrière de professeur de droit et il était entré par cumul au NKID en 1944 en tant qu'expert du Département juridique. À ce titre, il fut membre de toutes les délégations soviétiques aux grandes conférences de la fin de la guerre et, entre 1945 et 1957, il continua à mener des expertises juridiques pour le compte du MID en France, en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis, en Pologne et en Yougoslavie. Maîtrisant quatre langues (français, anglais, allemand, polonais) et lisant l'ukrainien, il était surtout admiré pour la mémoire parfaite qu'il avait de l'ensemble des textes et traités diplomatiques antérieurs⁶⁵. Célébré pour ses

62. Questionnaire de Sergej Sergeevič Mihajlov, RGASPI, 17/100.

63. Questionnaires de Grigorij Stepanovič Paščenko et de Sergej Petrovič Kiktev, *ibid.*

64. *Polveka spustja...*, *op. cit.*, p. 108.

65. *Ibid.*, *passim* ; Ličnyj listok po učetu kadrov (mai 58), il s'agit de la fiche professionnelle et non de la carte du parti, RGASPI 17/100/3658 ; *Kratkie žizneopisanija sovetских diplomatov* (*Biographies brèves des diplomates soviétiques*), Moscou, MID, 1967, p. 37.

services rendus à la cause du communisme à la fin de sa carrière, il n'en fut pas moins, et jusqu'au bout, l'un des rares diplomates sans parti. L'autre grand professeur souvent évoqué par ses étudiants était Krylov, professeur de droit international, né en 1888 dans une famille de militaires et qui, travaillant au MID à partir de 1942, prit part aux conférences conduisant à la création de l'ONU et fut membre du Tribunal permanent de La Haye⁶⁶. Dans la compétence que l'on attendait d'un diplomate, la mémoire était donc un élément essentiel et le savoir encyclopédique, manifesté par des professeurs de la vieille école (celle d'avant la révolution) était valorisé⁶⁷. Sans aucun doute, la rigidité et le juridisme tatillon dénoncés par Kollontaj pouvaient en être les corollaires, surtout lorsque l'apprentissage des textes était coupé du contexte culturel qui faisait de Durdenevskij et de Krylov des érudits.

Le profil idéal du diplomate soviétique

L'objectif de la direction du MID n'était pourtant pas de se limiter à former des perroquets obéissants et travailleurs. Il est vrai que, dans les évaluations (*harakteristiki*) des diplomates rédigées par le supérieur hiérarchique ou le responsable du parti dans l'ambassade et envoyées au Département des cadres, le fait d'être consciencieux et discipliné est la première des vertus. Les diplomates qui essayèrent au cours de leur carrière un blâme le reçurent bien souvent du fait d'un comportement négligent ou indiscipliné à l'étranger. La lutte contre l'alcoolisme et l'amoralité apparaît comme une constante administrative en URSS et c'était l'objet déjà dans l'entre-deux-guerres de bien des inspections de la CKK-RKI au sein des ambassades. De même, l'observation d'un certain nombre de règles et d'une retenue dans les contacts avec les étrangers était demandée aux diplomates dès les années 1920 mais le régime de plus en plus strict qui prévalait depuis 1936 rendait toute infraction dans ce domaine plus grave.

Cependant, la discipline et le sérieux, s'ils étaient des conditions nécessaires, ne suffisaient pas à produire de bons diplomates. Les évaluations témoignent que l'on attendait d'un diplomate qu'il fasse montre d'une certaine culture politique, d'une capacité à diriger une équipe et d'un esprit d'initiative, autant de qualités que l'on cherchait à développer, mais parfois sans succès. Arrêtons-nous sur le cas de P. S. Atroščenkov dont le dossier, particulièrement complet, comporte plusieurs *harakteristiki* échelonnées dans le temps. Né en 1902, il est d'origine paysanne et a fait des études d'ingénieur en électricité avant de suivre les cours de l'Institut diplomatique en 1937. Il arrive au NKID avec une notation positive du secrétaire du parti de son usine qui loue son « esprit léniniste-staliniste ». Deuxième secrétaire en Autriche puis en Allemagne, il est, après avoir été provisoirement traducteur d'alle-

66. *Polveka spustja...*, op. cit., p. 86, 103, 122 ; *Kratkie žizneopisanija sovetskih diplomatov*, op. cit., p. 62.

67. Dans l'entre-deux-guerres, le juriste Kolčanovskij, également sans parti, bénéficiait d'un prestige du même type au sein du NKID, *Kratkie žizneopisanija sovetskih diplomatov*, op. cit., p. 54.

mand sur le front nord-ouest en 1942, nommé responsable adjoint du Département consulaire. Lorsqu'en 1944, Dekanozov propose à Malenkov sa nomination comme premier secrétaire auprès du Comité national polonais de Lublin, il obtient un avis positif du Département des cadres : « politiquement cultivé, consciencieux et discipliné, travaille avec constance pour améliorer son niveau politique et sa qualification professionnelle, étudie par correspondance à la VDŠ. Apprend l'anglais. Prend une part active à la vie sociale »⁶⁸. Un an plus tard, Atroščenkov est de nouveau évalué. Beljaev, son chef au Département consulaire, s'il le considère comme « politiquement cultivé » et travaillant « plutôt bien » dans les affaires consulaires, lui reproche en revanche de n'être « pas assez énergique et persévérant » et de ne pas avoir assez d'initiative dans le travail et la direction du département. Il conclut que « dans un poste de travail indépendant dont il aurait l'entière responsabilité », Atroščenkov serait « plus utile que dans son travail actuel ». Cette évaluation en demi-teinte est prise en compte et débouche sur la nomination d'Atroščenkov comme consul-général à Pretoria en décembre 1945. Au même moment, ses défauts et ses qualités sont discutés à l'initiative du secrétaire adjoint du parti lors d'une réunion du *Partkom* du NKID⁶⁹. Le principe de l'autocritique et de la critique collective fait en effet partie intégrante de la stratégie du perfectionnement individuel, politique et professionnel. L'envoi d'Atroščenkov à Pretoria va se révéler peu concluant. Dès 1947-1948, une fronde au sein de l'ambassade soviétique en Afrique du Sud s'est formée contre lui. Au sein du CC, l'instructeur du Département des cadres à l'étranger est alerté par le vice-consul et l'attaché aux affaires commerciales dont les lettres soulignent l'incompétence d'Atroščenkov. Le consul se révèle imprudent, en contact permanent avec les communistes de Pretoria et les Amis de l'Union soviétique, et cela, malgré les injonctions de prudence données par la direction du MID. Il néglige le protocole et a réussi à vexer le reste du corps diplomatique. Il se révèle incapable de mener une conversation, laissant le plus souvent sa femme s'en charger. Cette opinion très négative est approuvée par le responsable à Moscou du Département consulaire qui reconnaît en décembre 1948 qu'Atroščenkov n'a pas assez étudié le pays dans lequel il est en poste, fait beaucoup d'erreurs dans ses rapports, ne sait pas faire une analyse politique se contentant de reprendre ce que dit la « presse bourgeoise », ne fournit aucune information dans ses *dnevniki* (comptes rendus de conversations) qui restent trop formels. Au bout du compte, il le fustige pour son « inculture politique grossière », ses « réflexions étroites », son expression écrite « incorrecte et

68. Dossier de Pavel Samojlovič Atroščenkov, RGASPI, 17/100.

69. L'évaluation du parti est alors la suivante : « A assimilé le travail consulaire. Discipliné. Se débrouille dans les questions de politique extérieure. Évalue justement les événements actuels. Consciencieux. Effectue les tâches avec ponctualité. Connaît l'allemand. Prend part à la vie du parti (a été membre du 1^{er} bureau de l'organisation du parti). À l'heure actuelle, confirmé par le *Rajkom* pour le bureau de vote des élections au Soviet suprême. Prend avec sérieux les missions du parti et les accomplit consciencieusement. Discret. Réservé dans les relations quotidiennes. Il faut relever dans les insuffisances du camarade Atroščenkov que, ces derniers temps, il lit peu et ne travaille pas assez pour élever son niveau politico-idéologique. Dans le travail, il n'est pas assez persévérant et ne prend pas assez l'initiative », *ibid.*

décousue », son « niveau de culture peu élevé ». Atroščenkov est alors remplacé en janvier 1950, suite à une décision de Malenkov, et envoyé pour 9 mois suivre des cours de perfectionnement pour les travailleurs diplomatiques⁷⁰.

Que peut-on tirer de ce cas individuel et cependant représentatif ? Au bout du compte, dans les exigences de la direction du ministère, on constate assez peu de changements par rapport à l'avant-guerre. Le diplomate se doit avant tout d'être un bon informateur et la qualité de ses revues de presse, de ses analyses politiques ainsi que la pertinence de ses entretiens en sont les vecteurs principaux. De même, comme avant-guerre, la prudence est nécessaire et l'on tient à éviter les contacts trop voyants entre les ambassades soviétiques et les partis communistes locaux. Une gestion habile des ressources humaines disponibles devient en revanche plus cruciale qu'auparavant afin d'éviter les faux pas. Du fait du niveau culturel originel assez faible d'une bonne partie des diplomates, l'idée est de réussir à développer peu à peu les capacités du néophyte et son esprit d'initiative par un parcours professionnel approprié. Dans le cas d'Atroščenkov, la nomination à un poste de consul-général s'est avérée prématurée, mais ne remet pas en cause sa carrière de diplomate en formation permanente. Dans d'autres cas, les réussites ont été frappantes. Il suffit d'évoquer le cas emblématique de Gromyko.

Par ailleurs, loin de faire table rase de l'expérience diplomatique accumulée dans l'entre-deux-guerres, Molotov recourt assez largement à ce qui reste de l'équipe de Litvinov pour apprendre le métier aux nouveaux diplomates. Jakubovskij, qui travaillait alors au Département des pays d'Amérique centrale et du Sud, se souvient des conseils que lui donna Litvinov fin 1944 : se sentir entièrement responsable de son domaine et se donner le droit de parler en son nom propre⁷¹. Le travail en commun au sein des commissions de préparation de l'après-guerre fut un vecteur important de transmission de savoir-faire en matière d'analyse ou d'expertise du monde extérieur mais aussi d'apprentissage de la réflexion. Dans la Commission de préparation des accords de paix et de l'ordre d'après-guerre, présidée par Litvinov, et dont les réunions entre 1943 et 1945 donnent matière à de véritables discussions contradictoires, siégeait aux côtés de l'ancienne génération de diplomates (Litvinov, Suric, Štejn) et de propagandistes tels que Lozovskij, responsable du *Sovinformbjuro* et Manuilskij, la nouvelle génération représentée par Malik, Carapkin, Potrubáč, Smirnov ou Novikov. Les rapports étaient rédigés en commun par petites équipes où les novices étaient épaulés par les anciens⁷².

Molotov, dans les entretiens qu'il donna à la fin de sa vie, fait du manque d'expérience de ses ambassadeurs, qualifiés cependant de « loyaux et prudents, cultivés et instruits », une des raisons de la prudence de sa diplomatie et du faible niveau de négociations entre diplomates soviétiques et étrangers : « Le rôle de nos

70. *Ibid.*

71. V. Jakubovskij, « Vospominanija diplomata » (Mémoires d'un diplomate), *Meždunarodnaja žizn'*, 11-12, 1992, p. 168-169.

72. AVPRF, 0512/4/31/302; 7/10/6/64 et 66, voir aussi S. Dullin, *Des hommes d'influences*, *op. cit.*, p. 315 sq.

diplomates, de nos ambassadeurs avait été délibérément restreint, parce que nous n'en avons pas d'expérimentés »⁷³. Il semble pourtant plus juste d'inverser la proposition. Ni Staline, ni Molotov n'entendaient laisser une grande marge de manœuvre à leurs ambassadeurs et ils se méfiaient des positions jugées « opportunistes » des diplomates expérimentés de la période précédente qui servirent le temps de la guerre et de la Grande Alliance. M. I. Ivanov, qui était entré au NKID en 1939, se souvient des deux chefs successifs qu'il eut à l'ambassade d'Italie lorsqu'il y était attaché, Lev Gelfand puis Nikolaj Gorelkin. Il oppose le premier, « érudit, journaliste de talent, sportif et conducteur audacieux parlant couramment l'italien, le français et l'allemand », au second, « ancien ingénieur dans les pétroles, réservé et peu causant »⁷⁴. Le premier était conseiller, proche de Litvinov et de Štejn, et s'enfuit au Mexique puis à Cuba durant l'été 1940, tandis que le second était une recrue de Molotov formé au sein du 3^e Département d'Occident avant d'être rapidement envoyé comme ambassadeur en Italie.

Le manque d'aisance constaté chez ces nouveaux diplomates quand il s'agit d'entrer en relation avec les interlocuteurs étrangers fut en fait peut-être moins handicapant qu'il n'y paraît dans l'après-guerre, à un moment où l'obsession pour le Kremlin est de « ne pas se faire berner », de ne pas être dupe de la diplomatie étrangère. La méthode de Molotov dans la conduite des Affaires étrangères ne nécessite pas autant que dans la période précédente une compréhension du mode de pensée de l'autre. Il s'agit en effet, le plus souvent, non pas d'aller sur le terrain de la partie adverse mais de camper sur ses positions et de forcer le camp adverse à venir à soi. Dans les circonstances de l'après-guerre, avoir des diplomates connaissant mal le monde extérieur, imperméables à ses charmes de par une stricte éducation politique et, de ce fait, non influençables, pouvait s'avérer un atout dans la diplomatie de guerre froide.

Si Molotov préfère l'intransigeance à l'entregent, il sait cependant user de l'arme de la séduction en plaçant les diplomates qui conviennent au bon endroit afin d'assurer un véritable impact en terme d'image à sa diplomatie et une efficacité dans l'action soviétique⁷⁵. À la toute fin de la guerre, une série de diplomates sont envoyés auprès des états-majors de l'Armée rouge sur les fronts occidentaux afin d'accompagner l'entrée des troupes en Europe de l'Est. Semenov fit ainsi partie de ceux, sélectionnés en fonction de leur expérience de l'Allemagne, qui partirent en avril 1945 auprès de la 1^{re} armée d'Ukraine qui, commandée par le maréchal Konev, mena l'offensive sur Dresde⁷⁶. E. D. Kiselev, qui avait été consul à Koenigsberg en 1940-1941 et parlait couramment l'allemand, accompagna la

73. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, op. cit., p. 105.

74. M. I. Ivanov, « Edu rabotat' v Italiju » (Je pars travailler en Italie), in *Diplomaty vspominajut. Mir glazami veteranov diplomatičeskoj služby* (Les diplomates se souviennent. Le monde à travers le regard des anciens des services diplomatiques), Moscou, MID, 1999, t. 2, p. 33-56.

75. « Nous possédions l'art d'entretenir de bonnes relations avec qui il fallait, et dans les limites de l'admissible », F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, op. cit., p. 106.

76. W. S. Semjonow, *Von Stalin bis Gorbatschow. Ein halbes Jahrhundert in diplomatischer Mission. 1939-1981*, Berlin, 1995, p. 169.

3^e armée d'Ukraine et resta ensuite en Autriche jusqu'en 1948⁷⁷. Par ailleurs, dans un contexte diplomatique où les républiques périphériques de l'URSS pouvaient avoir de l'importance afin de négocier au mieux auprès des Alliés la reconnaissance à l'Ouest des annexions des années 1939-1940 et d'obtenir de possibles concessions territoriales au Sud et à l'Est, le NKID recourut à des nationaux pour un certain nombre de postes ciblés. Citons M. I. Aliev, Azéri né en 1908 à Bakou, qui, après des études de médecine, avait dirigé un Institut puis le Département des grandes écoles de l'Azerbaïdjan. Lorsqu'il entre au NKID en 1943, c'est pour s'occuper des relations soviéto-iraniennes et soviéto-afghanes qui sont un enjeu fondamental à la sortie de la guerre (de 1944 à 1958, il est commissaire du peuple puis ministre des Affaires étrangères de la RSS d'Azerbaïdjan)⁷⁸. A. A. Arutjunjan, Arménien né en 1902 à Bakou, était un économiste déjà renommé, collaborateur de l'Institut d'économie et de politique mondiales de l'Académie des sciences et directeur de l'Institut d'économie à Alma-Ata pendant la guerre. Il avait par ailleurs une expérience de l'étranger, ayant passé un an en 1929 comme étudiant à l'université du Minnesota aux États-Unis. Il est envoyé représenter l'Union soviétique à la sortie de la guerre au Conseil économique et social de l'ONU et à la Commission économique européenne de l'ONU⁷⁹.

L'équipe des diplomates de l'époque Molotov a incontestablement des traits sociologiques tout à fait neufs, ce qui implique également des innovations en matière de formation et de gestion des ressources humaines au sein du commissariat. En même temps, on constate un certain nombre d'héritages et de filiations dans le *Narkomindel* de la guerre et de l'après-guerre. Enfin, si l'on se départit d'une vision par trop prédéfinie et faussement universelle de ce que doit être la compétence professionnelle, force est de constater que le renouvellement quasi intégral de l'appareil diplomatique, qui a été incontestablement une tragédie pour ceux qui ont disparu dans la tourmente, n'a pas débouché à moyen terme sur un effondrement de la capacité diplomatique de l'URSS. En termes de promotion sociale et de formation, les résultats sont même assez impressionnants. Quant au caractère obtus et « mal dégrossi » de bien des diplomates soviétiques d'après-guerre, décrit à l'envi par leurs partenaires occidentaux habitués à davantage de culture et de savoir-vivre, il n'est pas sûr qu'il ait desservi la diplomatie de glaces territoriales, de rideau de fer et de guerre froide menée par Molotov et Stalin.

*Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne
Centre de recherches sur l'histoire des Slaves*

Sabine.Dullin@univ-paris1.fr

77. Questionnaire d'Evgenij Dmitrievič Kiselev, RGASPI, 17/100 et *Diplomatičeskij vestnik*, 4, 1995, p. 41-42.

78. Questionnaire de Mahmud Ismailovič Aliev, RGASPI, 17/100 et *Kratkie žizneopisanija sovetskih diplomatov*, op. cit.

79. Questionnaire d'Amazasp Avakimovič Arutjunjan, RGASPI, 17/100.

Abréviations

CKK-RKI	Central'naja kontrol'naja komissija i Raboče-krest'janskaja inspekcija Commission centrale de contrôle et Inspection ouvrière et paysanne
GUGB	Glavnoe upravlenie gosudarstvennoj bezopasnosti Direction générale de la sécurité d'État
MGIMO	Moskovskij gosudarstvennyj institut meždunarodnyh otnošenij Institut d'État des relations internationales de Moscou
MID	Ministerstvo inostrannyh del Ministère des Affaires étrangères
<i>Narkomindel</i>	} Narodnyj komissariat inostrannyh del Commissariat du peuple aux Affaires étrangères
NKID	
NKVD	
<i>Orgbjuro</i>	Organizacionoe bjuro Bureau d'organisation
<i>Orgraspred</i>	Organizacionno-raspreditel'nyj otdel Département d'organisation et de répartition
<i>Polpred</i>	Polnomočnyj predstavitel' Représentant plénipotentiaire
<i>Sovinformbjuro</i>	Sovetskoe informacionnoe bjuro Bureau d'information soviétique
VDŠ	Vysšjaja diplomatičeskaja škola École supérieure de diplomatie
VOKS	Vsesojuznoe obščestvo kul'turnoj svjazi s zagrancej Société fédérale pour les relations culturelles avec l'étranger

Fonds d'archives

AVPRF	Arhiv vnešnej politiki Rossijskoj Federacii
GARF	Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii
RGASPI	Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii